TL 451

ASSEMBLEIA DA REPÚBLICA

New York / O.N.U. / 27 juillet 1992

INTERVENTION DU DEPUTE PORTUGAIS MIGUEL URBANO RODRIGUES (PCP)

COMITE POUR LA DECOLONISATION DES NATIONS UNIES

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Comme d'autres compatriotes, je viens aujourd'hui devant ce Comité avec le but d'attirer l'attention sur l'aggravation dangereuse de la situation créée par l'occupation illégale du Timor-Oriental par la République indonésienne et d'insister sur la demande urgente d'une sollution qui puisse permettre au peuple de ce territoire d'exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, selon les Résolutions votées en ce sens par l'Assemblée Générale et le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

Le 12 novembre, le massacre de Santa Cruz, où plus d'une centaine de timorais a été tuée par l'armée de l'Indonesie, a conféré une importance mondiale au problème de Timor-Oriental. Des films sur le massacre ont parcouru le monde. Le pouvoir de l'image a fait ce que les mots n'avaient pas réussi à faire. Vue en direct, la barbarie de l'empire indonésien a indigné l'humanité.

Mais même si les appels du peuple timorais ont traversé les murs de la conscience universelle et ont enfin commencé à sensibiliser des centaines de millions de personnes dans le monde, la communauté internationale n'a pas trouvé des formules appropriées pour passer de la solidarité des sentiments à une solidarité d'action - la seule capable de trouver une solution qui puisse mettre fin au martyre de la nation maubere et permettre l'accomplissement des Résolutions de l'ONU.

.../

ASSEMBLEIA DA REPÚBLICA

L'État indonésien a rétiré le masque après le massacre de Santa Cruz, à la suite duquel il y a eu une onde de répression prolongée. Des dizaines de patriotes timorais ont été arrêtés (dans leur île et à Java) et beaucoup, parmi eux, ont été illègalement soumis à la justice indonésienne et condamnés par les tribunaux de la dictature du général Suharto. Tandis que les militaires qui ont dirigé le massacre ont été atteints par des punitions quasi symboliques, les victimes de la violence, c'est-à-dire, les patriotes qui se sont soulevés contre celle-ci, ont été condamnés à des peines sévères.

Selon les rapports de l'Amnistie Internationale, Timor-Oriental est de plus en plus un territoire où règne la volonté discrétionnaire de la puissance occupante. La terreur policière y est devenue quotidienne. Les représentants de l'empire javanais font tout ce qu'ils veulent. La principale langue locale, le tetum, et la langue portugaise continuent à être interdites dans les écoles publiques et aussi dans les cérémonies réligieuses. Javaniser le territoire est l'objectif stratégique.

En fait, des prestigieuses institutions internationales comme le Parlement Européen et le Conseil de l'Europe ont pris position en condamnant le massacre de Santa Cruz. Il est aussi positif qu'au Congrès des États Unis et aux parlements des pays de la CEE, de l'Australie, du Canada et du Japon des voix se soient élevées contre la violation permanente des droits de l'homme par l'Indonesie. Mais il est aussi du domaine publique que des pays industrialisés continuent à vendre de l'armement au gouvernement indonésien. Quelques-uns amènent leur complicité au point de maintenir de l'aide militaire au gouvernement de Djakarta, dans le cadre des accords de "création d'une armée professionnelle indonésienne". Cette situation est amorale et inséparable d'intérêts économiques et des stratégies de pouvoir en Asie Orientale et au Pacifique. Quand la diplomatie de pays puissants et civilisés produit des arguments pour justifier la coopération militaire avec un gouvernement qui rend le génocide une raison d'État, il faut demander, M. le Président, quel est le nouvel ordre qu'on prétend imposer dans le monde.

.../

ASSEMBLEIA DA REPÚBLICA

En mars dernier, le Secrétaire d'État Adjoint des États Unis pour les Affaires de l'Asie Oriental et du Pacifique, M. Kenneth Quinn, a réaffirmé - contre l'esprit et la lettre des résolutions de l'Assemblée Générale et du Conseil de Sécurité de l'ONU - que son gouvernement considère l'annexation du Timor-Oriental par l'Indonésie un fait accompli. Il n'a même pas hesité à faire l'éloge de la politique du général Suharto et du bilan de l'occupation illégitime du Timor-Oriental par l'Indonésie.

Monsieur le Président,

En invoquant des principes du droit international et la nécéssité de défense des libertés et des droits humains on a fait une guerre au Golfe. Maintenant la communauté internationale est invitée à appuyer des actions internationales ayant l'aval de l'ONU, de la CSCE, de l'UEO et de l'OTAN, qui visent à mettre un terme à la situation de violence dans de larges zones de l'ancien État yougoslave. Mais en ce qui concerne le Timor on ne fait absolument rien, rien du tout, au niveau de l'ONU. La contradiction est choquante. Timor reste oublié. En réalité, l'Indonésie continue à bloquer toute solution pour le problème du Timor-Oriental dans le cadre des résolutions de l'Assemblée Générale et du Conseil de Sécutiré de l'ONU, approuvées après l'invasion et l'occupation de ce territoire par les forces armées de Djakarta.

Le gouvernement indonésien reste indifférent à la lettre et à l'esprit de tous les documents officiels où les Nations Unies proclament le droit inaliénable du peuple de Timor-Oriental à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514-15 de l'Assemblée Générale. Il sabote également la résolution 37-30, du 23 novembre 1982 qui donne le mandat au Secrétaire Général de l'ONU dans le sens d'initier des consultations avec toutes les parties interessées, visant à atteindre une solution globale du problème, qui respecte les résolutions votées aprés l'invasion.

.../

ASSEMBLEIA DA REPÚBLICA

L'Indonésie amène si loin son arrogance et son défi du droit international, qu'elle conditionne le dialogue avec le Portugal par son acceptation, en tant que "puissance administrante", de l'annexation de Timor-Oriental comme un fait irréversible. Celui-là est le concept de morale et d'éthique politique de l'État indonésien.

Monsieur le Président,

On n'est pas seulement en face d'une situation caracterisée par des massacres comme celui du cimetière de Santa Cruz, à la suite d'un génocide qui a provoqué plus de 200.000 victimes à Timor-Oriental depuis 1975.

La politique impéraliste de l'Indonésie à Timor-Oriental, basée sur le manque de respect systématique pour les droits de l'homme, configure un défi intolérable du gouvernement de Djakarta aux Nations Unies.

Je vous demande, en tant que député portugais, jusqu'où pourra la dictature du général Suharto, se refuser à respecter le droit à l'autodétermination et à l'indépendance de l'héroique et souffrant peuple du Timor-Oriental?

La réponse dépend fondamentalment de la communauté internationale et, avant tout, des Nations Unies.